

12 SYNTHÈSE

1. La conjoncture économique et politique nationale influe sur certaines réponses au baromètre d'opinion 2003 du Conseil Général :
 - ⇒ Sentiment d'une situation nationale dégradée par rapport à 2002 pour 62% des sondés avec un impact négatif sur la situation finistérienne pour 28% d'entre eux,
 - ⇒ Renforcement de l'inquiétude liée au développement du chômage et légère dégradation de la confiance aux élus locaux sur ces thèmes,
 - ⇒ Persistance d'une crainte élevée de l'inadaptation des formations au marché du travail, notamment pour les jeunes diplômés,
 - ⇒ Pessimisme fort quant à la construction européenne,
 - ⇒ Impact de la canicule sur les items liés aux personnes âgées avec également un léger recul de la confiance aux élus dans ce domaine d'action.

2. Malgré le fond d'inquiétude relevant du climat national, les images économiques associées au Finistère sont positives sur certains thèmes :
 1. Le département est jugé dynamique sur le plan économique par 63% des habitants, attractif par 44%, avec des entreprises qui se créent ou se maintiennent pour 47% et dont le développement est dû pour 85% au tissu des petites et moyennes entreprises,
 2. La dimension affective et identitaire des représentations économiques est confirmée par le soutien massif à la politique du Conseil Général concernant le développement de la pêche

3. La question de l'eau et de l'environnement reste centrale.
 1. La moitié des habitants pense que l'agriculture n'évolue pas favorablement vers un développement durable et 37% pensent que cette évolution est impossible, compte tenu des contraintes économiques des agriculteurs,
 2. La qualité de l'eau reste dégradée pour 66% des sondés et 31% pensent qu'elle continue à se détériorer,
 3. La confiance aux élus concernant la politique de l'eau est faible (5,5 de note moyenne sur 10 avec 56% de répondants qui mettent une note à 5 ou en dessous).

4. Les thèmes de confiance et les thèmes de défiance sont les mêmes que l'an dernier.
 - ⇒ Qualité des routes et des réseaux secondaires, maîtrise du développement touristique (maîtrise de plus en plus demandée) préservation du littoral et des paysages, sentiers de randonnées, soutien à la culture, action en faveur du breton, transports en commun... sont des thèmes où l'action des élus est valorisée et soutenu de façon très largement majoritaire,
 - ⇒ Outre les thèmes économiques et les thèmes sur l'eau déjà évoqués, sur lesquels la confiance aux élus est faible, la sensibilité aux questions de sécurité reste forte, les jugements en matière d'équipement petite enfance restent négatifs. Les réponses négatives sur le thème des besoins des personnes âgées semblent, pour partie, liée à la conjoncture nationale,
 - ⇒ Notons que l'action des élus dans la gestion de la catastrophe du Prestige, à l'inverse de l'action de l'Etat, a été jugée très positivement et témoigne d'un sentiment réel de proximité

5. La notoriété du Conseil Général se développe mais l'attachement au rôle de l'Etat perdure.
 - ⇒ Si 57% des sondés se déclarent favorable à plus de décentralisation 30% y sont opposés,
 - ⇒ Le rôle de l'Etat est jugé prioritaire dans les domaines de la lutte contre la pollution, le soutien aux personnes en difficulté, le logement social, l'éducation, les routes. La Région n'est citée que pour le développement culturel. L'action des communes prime l'action du Conseil Général dans tous les domaines sauf pour la culture et les routes.

6. Les arbitrages budgétaires spontanés des habitants témoignent de deux grandes préoccupations :
 - ⇒ La solidarité sociale (24 € de dépenses sur 100 € et 46% qui jugent l'action des pouvoirs publics en matière de lutte contre les exclusions insuffisantes)
 - ⇒ L'environnement (22 € de dépenses sur 100 € et comme on l'a vu fortes inquiétudes quand à l'évolution de la qualité de l'eau, confiance limitée vis-à-vis de l'action des élus, demande d'un tourisme non polluant etc.)

L'enquête met en évidence une opinion stable, mais inquiète de la situation nationale et de ses retombées sur le département notamment au regard de l'emploi.

La confiance dans les élus locaux et la satisfaction vis-à-vis des politiques publiques sont élevées dans de nombreux domaines malgré de fortes minorités critiques.

Celles-ci jugent insuffisants certains services devant répondre aux besoins de populations spécifiques (crèches, personnes âgées, transports publics en milieu rural, disponibilité de logement sociaux, facilité d'accès, etc.)

Mais certaines de ces critiques s'inscrivent dans la forte sensibilité des Finistériens aux questions de solidarité dont témoignent leurs réponses tout au long du questionnaire. (Priorité des dépenses budgétaires pour l'aide sociale, attachement à la fonction sociale des HLM, insuffisance de lutte contre l'exclusion, etc.)

Le développement de la confiance dans les élus s'inscrit dans un contexte global d'inquiétude économique, d'exigences environnementales et d'attentes de solidarité.